

Questions orales

l'encourage à le faire et je lui demande si c'est ce qu'il a l'intention de faire cet après-midi.

L'hon. Gerry Weiner (secrétaire d'État du Canada et ministre d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)): Monsieur le Président, effectivement, les dépenses de mes ministères ont été réduites, mais nous restons fidèles à nos engagements. Cette année, le programme autochtone mis en oeuvre par le gouvernement reçoit quelque 4 milliards de dollars. En outre, les fonds affectés au ministère des Affaires et du Nord ont été portés de 1,4 milliard de dollars qu'ils étaient en 1984-1985 à quelque 2,3 milliards, aujourd'hui.

D'ailleurs, lors de mon passage en Nouvelle-Écosse, j'ai rappelé à M. Roy Gould du *Micmac News* que, dans sa province seulement, les fonds avaient presque doublé entre 1984-1985 et l'an dernier, passant de 26 à 49 millions de dollars.

• (1150)

Nous avons formé un groupe de travail qui est déjà à l'oeuvre. Il réunit des représentants du ministère des Affaires indiennes et du Nord, de celui de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, de celui de la Santé nationale et du Bien-être social, de tous les ministères fédéraux intéressés à aider. Ensemble, nous examinons la situation de chacune des sociétés de communication autochtones et nous étudions comment les aider à poursuivre leurs activités.

* * *

[Français]

L'INDUSTRIE DU TEXTILE

M. Jean-Guy Guilbault (Drummond): Madame la Présidente, ma question s'adresse au ministre d'État (Privatisation et affaires réglementaires), et elle concerne l'industrie du textile qui fait face à des défis d'ajustement quant à l'Accord du libre-échange, aux négociations multilatérales du GATT dans le cadre de l'Uruguay Round, à l'Accord multifibres qui se termine l'an prochain et à la réduction des tarifs qui est proposée par le Tribunal canadien du commerce extérieur, dont le rapport sera déposé aujourd'hui.

Le ministre peut-il assurer cette Chambre et les travailleurs de l'industrie du textile que la décision du gouvernement concernant l'application de ces politiques aura pour conséquence de continuer d'attirer des investissements au Canada et n'apportera pas de pertes d'emplois?

[Traduction]

L'hon. John McDermid (ministre d'État (Privatisation et affaires réglementaires)): Monsieur le Président, un peu plus tard je vais déposer à la Chambre le rapport du Tribunal canadien des importations sur les tarifs douaniers applicables aux textiles. Ce rapport a été demandé par le ministre des Finances qui désire examiner l'industrie textile et les tarifs douaniers que nous avons et qui, pourrais-je ajouter, sont beaucoup plus élevés que ceux des autres pays industrialisés. Le rapport contient certaines recommandations que nous étudierons.

Je peux garantir aux travailleurs et à l'industrie elle-même que le gouvernement prendra tout en considération pour faire en sorte que nous conservions une industrie rentable au Canada.

* * *

LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE

M. John Manley (Ottawa—Sud): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Sciences. Vendredi dernier, sa secrétaire parlementaire a déclaré à la Chambre que le Conseil national de recherches était le principal institut de recherches au Canada et qu'il continuait à être la clé de voûte de la stratégie gouvernementale en matière de science et de technologie.

Or, nous savons maintenant que le projet de plan quinquennal du Conseil prévoit la suppression de 500 emplois. Le ministre essaie-t-il de dire aux Canadiens que 500 licenciements de plus et l'annulation de programmes et de services au Conseil national de recherches constituent la clé de voûte de sa stratégie en matière de science et de technologie? Qu'est-ce que le premier ministre entend lorsqu'il affirme que la recherche et le développement constituent l'âme de notre nation?

L'hon. William C. Winegard (ministre des Sciences): Monsieur le Président, le Conseil national de recherches examine encore les nombreuses solutions qui s'offrent à lui pour son plan à long terme.

Sauf erreur, des consultations sont encore en cours avec tous ses groupes-clients, ses partenaires et les responsables de bon nombre de ses services, consultations qui devraient permettre la prise de décisions. Les intéressés vont, en fait, mettre la dernière main à leur plan à long terme dans les mois à venir et nous prendrons des décisions à ce moment-là. Je ne suis pas disposé à le faire maintenant, car je n'ai pas en main le plan en question.

M. John Manley (Ottawa—Sud): Monsieur le Président, le ministre a raison de dire que des consultations ont eu lieu. On a consulté le Conseil des sciences du Canada, les universités et l'industrie, mais on a dit aux chercheurs du